

ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLAN D'URBANISME DIRECTEUR DE LA VILLE DE BOURAIL

RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

PIECE N°3 : ANALYSE DES INCIDENCES DU REGLEMENT ET DE SES DOCUMENTS GRAPHIQUES

RESUME NON TECHNIQUE

VERSION ENQUÊTE PUBLIQUE



SOMMAIRE

1. PREAMBULE	1
1.1. CADRE REGLEMENTAIRE.....	1
1.2. METHODE	1
2. CONSOMMATION D'ESPACES: EVOLUTION GLOBALE ENTRE LES REGLEMENTS GRAPHIQUES DES PUD ...	1
2.1. METHODOLOGIE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU REGLEMENT ET SES DOCUMENTS GRAPHIQUES.....	1
2.2. DISTRIBUTION GENERALE DES SURFACES.....	3
3. JUSTIFICATION DES CHOIX D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT RETENUS	6
4. ANALYSE DES INCIDENCES SIGNIFICATIVES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PUD ET PRESENTATION DES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES	7
4.1. PRESERVATION DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA BIODIVERSITE, DES ECOSYSTEMES, DES ESPACES VERTS, LA PRESERVATION ET LA REMISE EN BON ETAT DES CONTINUITES ECOLOGIQUES.....	7
4.2. POLLUTIONS ET NUISANCES	11
4.3. DEPLACEMENTS ET MOBILITES.....	14
4.4. LES PAYSAGES	17
4.5. PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES ET DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	19
4.6. CAS PARTICULIER DE L'OAP SECTORIELLE	22

Table des figures

Figure 1 : Affectation du sol du PUD actuel	2
Figure 2 : Affectation du sol du projet de PUD révisé (version enquête publique).....	2
Figure 3 : Répartition des secteurs du projet de PUD révisé	3
Figure 4 : Évolution de la vocation des sols par la mise en œuvre du projet de PUD	5
Figure 5 : Impact du PUD sur les formations de forêt sèche de Deva	8
Figure 6 : Carte des voies structurantes et des principales zones du projet de PUD	15
Figure 7 : Grandes orientations et principes d'aménagement de l'OAP sectoriel	23

Table des tableaux

Tableau 1 : Comparaison entre les zones du PUD en vigueur et celui révisé	3
Tableau 2 : Répartition du zonage des aires protégées.....	7
Tableau 3 : Synthèse des règles concernant le PUD en vigueur et le projet de PUD révisé.....	9

1. PREAMBULE

1.1. CADRE REGLEMENTAIRE

L'évaluation environnementale des Plans d'Urbanisme Directeur (PUD) a été introduite en province Sud par le code de l'urbanisme de Nouvelle-Calédonie. L'objectif est d'assurer le respect des préoccupations environnementales prévues au code de l'environnement de la province Sud et des objectifs de développement durable mentionnés au code de l'urbanisme.

Cette évaluation environnementale comprend la rédaction d'un rapport sur les incidences environnementales, la consultation des personnes publiques concernées et l'information du public.

1.2. METHODE

L'évaluation environnementale du plan d'urbanisme directeur est une évaluation préalable, en ce sens elle mesure les impacts prévisibles, probables du plan et de sa mise en œuvre, sur l'environnement, pour les années à venir. Étant réalisée pendant l'élaboration du document, c'est également un outil d'aide à la décision.

L'évaluation vise à expliciter les enjeux environnementaux du PUD, définir les orientations stratégiques en matière d'environnement, apprécier la cohérence du projet au regard de l'environnement.

L'analyse des incidences environnementales du projet de PUD révisé de la Ville de Bourail s'est en grande partie centrée sur une analyse croisée avec un état de l'environnement sans révision du PUD ou avec révision.

2. CONSOMMATION D'ESPACES: EVOLUTION GLOBALE ENTRE LES REGLEMENTS GRAPHIQUES DES PUD

2.1. METHODOLOGIE D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU REGLEMENT ET SES DOCUMENTS GRAPHIQUES

Cinq grandes catégories de zones ont été retenues dans le cadre de cette évaluation environnementale en fonction des possibilités offertes par le règlement de chaque zone :

- ✓ Les zones **artificialisables** qui correspondent aux zones U
- ✓ Les zones **artificialisables à terme** qui correspondent aux zones AU
- ✓ Les zones **naturelles** qui correspondent aux zones NP ainsi que les zones NLT nouvellement créées.
- ✓ Les zones **d'exploitation de ressources** qui correspondent aux zones agricoles (AC et ANC) et minières (NM)
- ✓ Les **terres coutumières**

Évolutions de l'affectation du sol

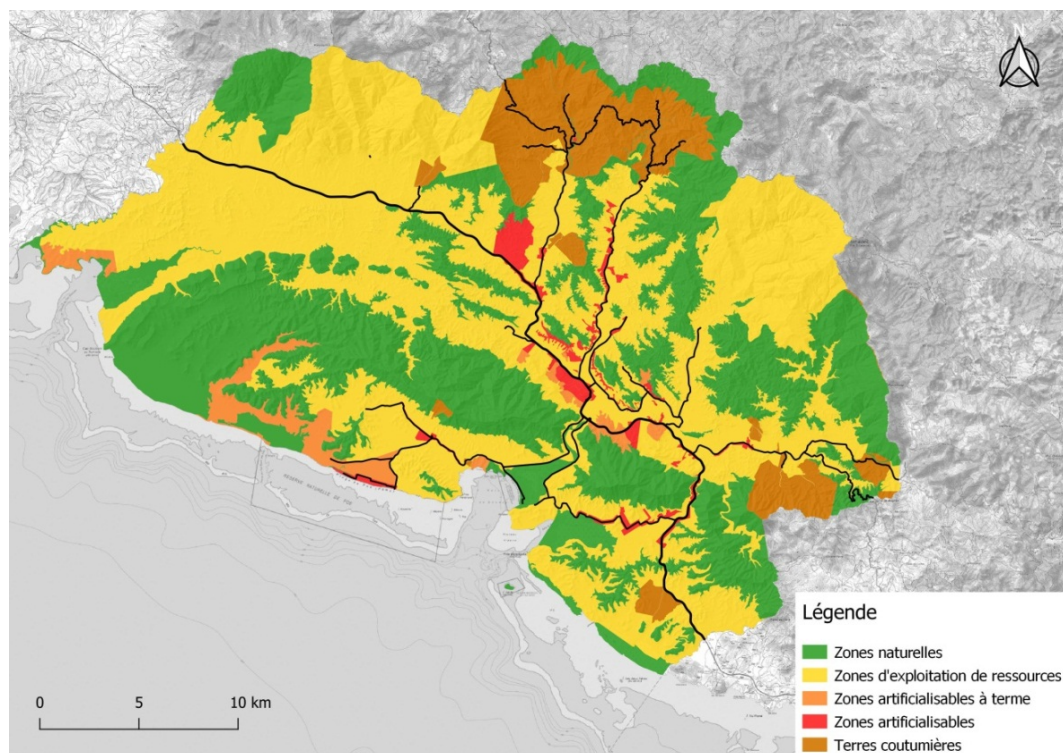


Figure 1 : Affectation du sol du PUD actuel

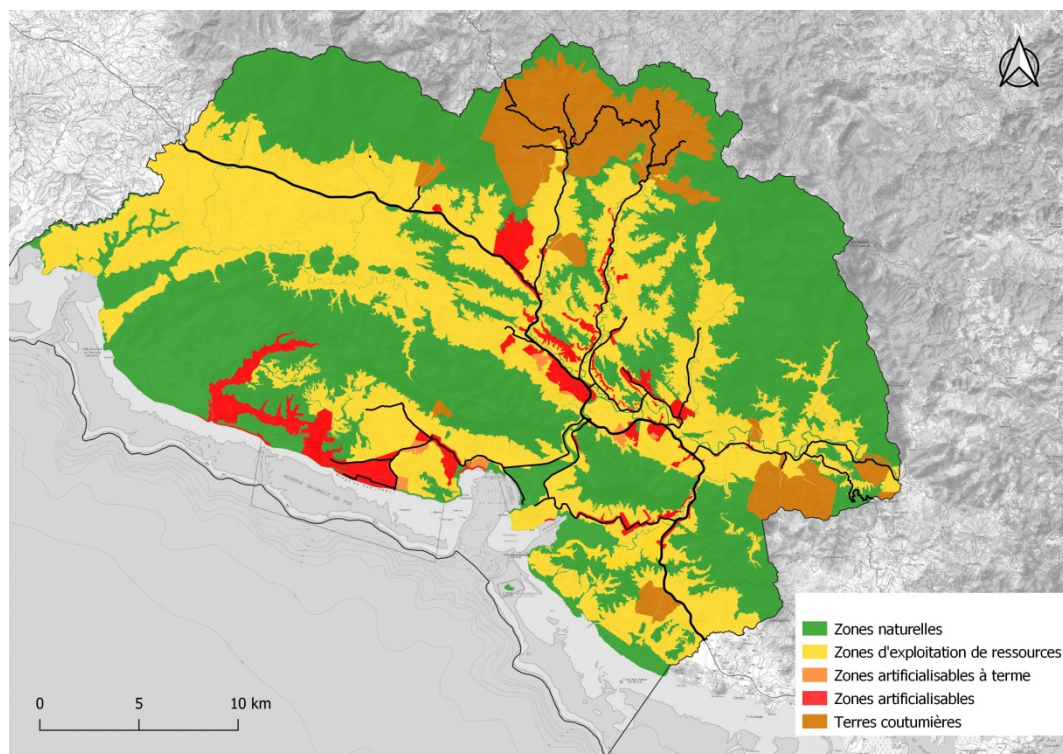


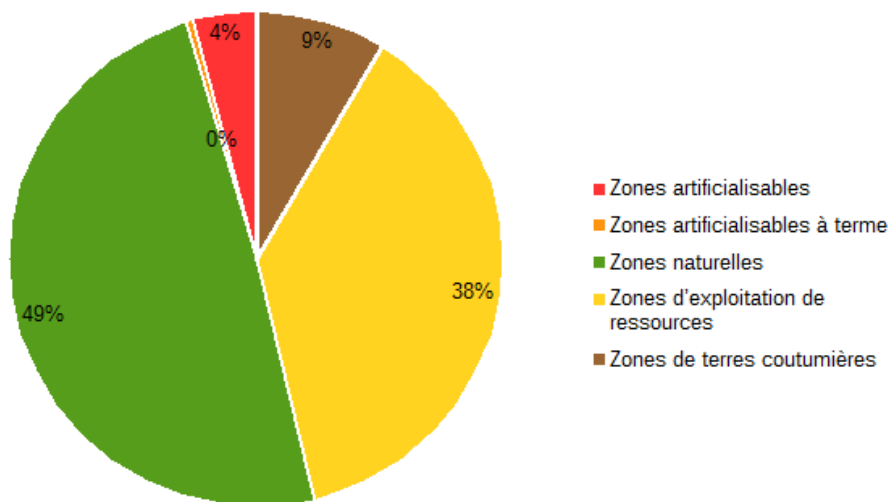
Figure 2 : Affectation du sol du projet de PUD révisé (version enquête publique)

2.2. DISTRIBUTION GENERALE DES SURFACES

L'évolution du zonage du PUD en vigueur avec ce projet de révision est détaillée dans le tableau suivant.

Tableau 1 : Comparaison entre les zones du PUD en vigueur et celui révisé

	Surface (ha)				Différence (projet – actuel)
	PUD en vigueur		Projet PUD révisé (version enquête publique)		
	(ha)	(%)	(ha)	(%)	
Zones artificialisables	1 591	2 %	3 384	4%	1 793
Zones artificialisables à terme	2 163	3 %	253	0,3%	-1 910
Zones naturelles	30 260	37 %	40 126	49%	9 866
Zones d’exploitation de ressources	40 251	50 %	30 555	38%	-9 696
Zones de terres coutumières	6 713	8 %	6 939	9%	226
Total	80 977	100 %	81 257	100 %	279



Ainsi, globalement :

- > Les **zones artificialisables** doublent de surface et passent de 2 % à 4 % du territoire communal, soit une hausse de 1 793 ha. Cette hausse est à relativiser puisque les 3/4 de cette hausse est provoquée par le passage du domaine de Deva de zone AU à une zone U. En enlevant le domaine de Deva, les zones artificialisables progressent tout de même de 500 ha.
- > Le projet de PUD révisé permet une « reconquête » de près de 10 000 ha de terrain reclassés en **zones naturelles**. Ce chiffre est principalement à mettre au crédit du souhait de la Ville de Bourail d'arrêter les exploitations minières sur son territoire. Ainsi les deux grandes zones minières du PUD en vigueur sont transformées en zones naturelles protégées. Elles représentent 8 331 ha, soit 84 % des espaces renaturalisés. Les zones naturelles occupent dans le projet de PUD 49 % du territoire.

- > Concernant les **zones artificialisables à terme**, elles passent de 2163 ha à 253 ha. Cette forte baisse de la surface totale de cette zone s'explique par l'évolution du domaine de Déva dans le projet de PUD, mais également par un recalibrage des zones AU existantes.
- > Les **zones d'exploitation de ressources** perdent en surface avec une diminution de 9 696 ha. 85 % de cette perte est provoquée par le changement en zone protégée des deux anciennes zones d'exploitation minière au Nord-Ouest et Nord-Est de la commune de Bourail.
- > Les zones de **terres coutumières** augmentent de 3,4 % et passent de 6 713 ha à 6 939 ha.

Au-delà du bilan général, l'évolution implique un changement de la vocation réglementaire sur certains secteurs. Ainsi, 13 235 ha (soit 17 % du territoire municipal) voient leur vocation réglementaire du sol modifiée notablement.

La différence de surface totale entre le PUD en vigueur et celui en projet se justifie par des limites en mer différentes sur le projet de PUD révisé, qui suit désormais strictement les limites du cadastre et des mangroves.

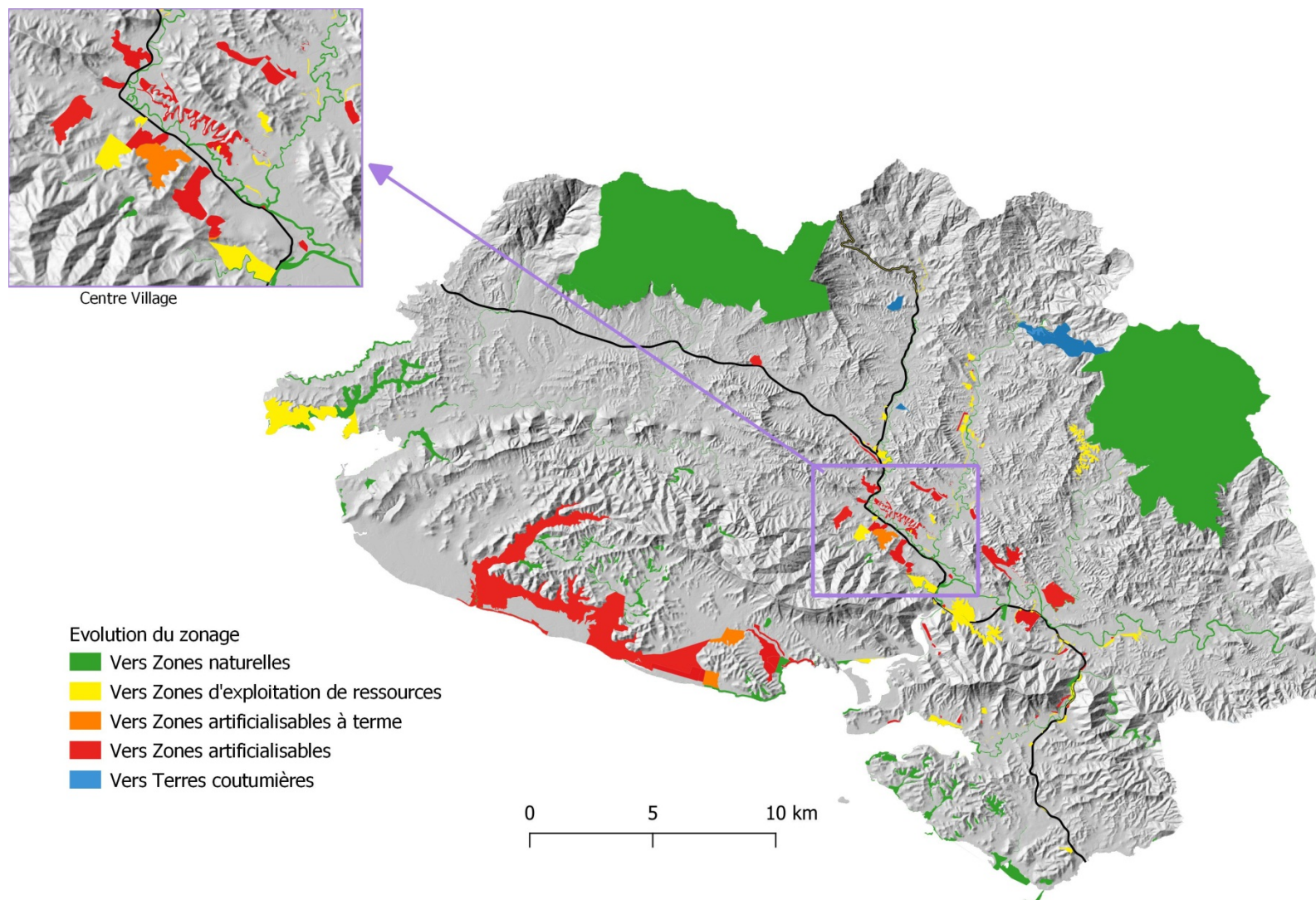


Figure 4 : Évolution de la vocation des sols par la mise en œuvre du projet de PUD

3. JUSTIFICATION DES CHOIX D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT RETENUS

Le diagnostic met en évidence un certain nombre de phénomènes ou de caractéristiques qui ont guidé la définition du projet :

- répondre aux besoins liés à la croissance de la population
- maintenir et renforcer la population active, offrir perspectives d'emploi et de logements sur la commune (projection annuelle de 20 logements minimum sur 10 ans)
- répondre aux besoins en équipements, activités, améliorer le cadre de vie de la population
- fixer les limites de l'urbanisation
- préserver et renforcer la structure urbaine du village
- maîtriser l'étalement urbain, le mitage, la mutation des terres agricoles
- proscrire l'urbanisation dans les zones à risques
- maintenir et renforcer l'attractivité et le dynamisme économique du centre de village
- améliorer la qualité du cadre de vie et des espaces publics
- placer l'agriculture au cœur du projet de territoire communal : préserver et développer le secteur agricole, pilier économique, identitaire, environnemental et paysager. Protéger le foncier agricole et empêcher sa mutation
- soutenir la création d'emploi pour fixer les populations et consolider le tissu économique existant
- favoriser l'implantation de commerces et services de proximité dans les zones de développement excentrées
- soutenir le projet de Bourail et privilégier l'implantation des activités non compatibles avec les zones urbaines sur ce site ; maîtriser le développement l'intégration du projet dans environnement (naturel, paysager, urbain)
- favoriser le développement des énergies renouvelables

En conséquence, l'objectif du PUD est d'asseoir le statut de la commune de Bourail au cœur des dynamiques territoriales et de répondre aux enjeux de la croissance démographique et des besoins en logement.

Ces enjeux sont traduits dans le projet de territoire qui a fait l'objet d'une analyse environnementale dans le chapitre suivant.

4. ANALYSE DES INCIDENCES SIGNIFICATIVES PREVISIBLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PUD ET PRESENTATION DES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES

4.1. PRESERVATION DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA BIODIVERSITE, DES ECOSYSTEMES, DES ESPACES VERTS, LA PRESERVATION ET LA REMISE EN BON ETAT DES CONTINUITES ECOLOGIQUES

4.1.1. LES AIRES PROTEGEES

Sur le territoire de la commune de Bourail, on trouve 5 aires protégées : 4 réserves et 1 parc provincial. Le parc provincial de la Zone Côtière Ouest englobe la quasi-totalité du territoire communal ainsi que les 4 autres réserves présentes sur la commune. À ce titre, il ne fait pas l'objet d'une analyse de la répartition du zonage.

Les 940 ha de réserves couverts par le Plan d'Urbanisme Directeur sur le domaine terrestre sont classés en zone inconstructible.

Le tableau ci-dessous présente le détail de ces croisements sur les aires protégées à enjeux.

Tableau 2 : Répartition du zonage des aires protégées

(surface – ha)	Zones N		Total
	NP	NLT	
Aire marine protégée de l'île Verte	9,3		9,3
La réserve de faune et de flore de Nodéla	917,9		917,9
Aire marine protégée de Poé	5,2	1,0	6,2
Aire marine protégée de la roche percée	0,3	6,4	6,7
Total	932,7	7,4	940,1

4.1.2. LES ECOSYSTEMES D'INTERET PATRIMONIAL

Le code de l'environnement de la province Sud prévoit des mesures visant à assurer le maintien ou la restauration d'écosystèmes qui sont d'intérêt patrimonial, telles que les forêts denses humides sempervirentes, les forêts sclérophylles, les mangroves, les herbiers et les récifs coralliens. Parmi ces écosystèmes, Bourail les possède tous.

Les mangroves

La quasi-totalité des formations de mangrove (94%) seront classées en zones naturelles (N) inconstructibles.

78 ha de mangrove seront classés en zone agricole. Cela correspond à l'emprise de la ferme aquacole « Nessaquacole Farm » qui élève des crevettes dans des grands bassins implantés sur le tanne de la mangrove.

Les forêts sèches

L'analyse suivante est réalisée selon la couche de vigilance de forêt sèche qui est fournie par le CEN. Elle intègre des zones reconnues comme étant des formations de forêt sèche, ainsi que des zones tampons destinées à protéger les cœur de biodiversité.

L'essentiel des formations de forêt sèche (84 %) seront classées en zone naturelle inconstructible. Les terres coutumières accueillent un peu moins de 3 % des formations de forêt sèche.

Enfin, les activités humaines occuperont des espaces qualifiés de forêt sèche, il s'agit de l'agriculture (6%) et des zones urbaines (7%). Pour ces dernières, les formations UT du domaine de Deva représentent l'essentiel des secteurs urbanisables (565 ha sur les 574 ha intégrés à la zone vigilance forêt sèche). Ce secteur n'a pas évolué lors de la révision du PUD. Il appartiendra à la province Sud, propriétaire du Domaine, de protéger les formations de forêt sèche de tout aménagement.

Les zones agricoles intègrent 497 ha d'espace qualifié de zone de vigilance forêt sèche. Après analyse, il ressort que ces terrains, limitrophes à une formation de forêt sèche, sont déjà défrichés pour des raisons agricoles. Ils ont donc été conservés en zone agricole dans le cadre de cette révision de PUD.

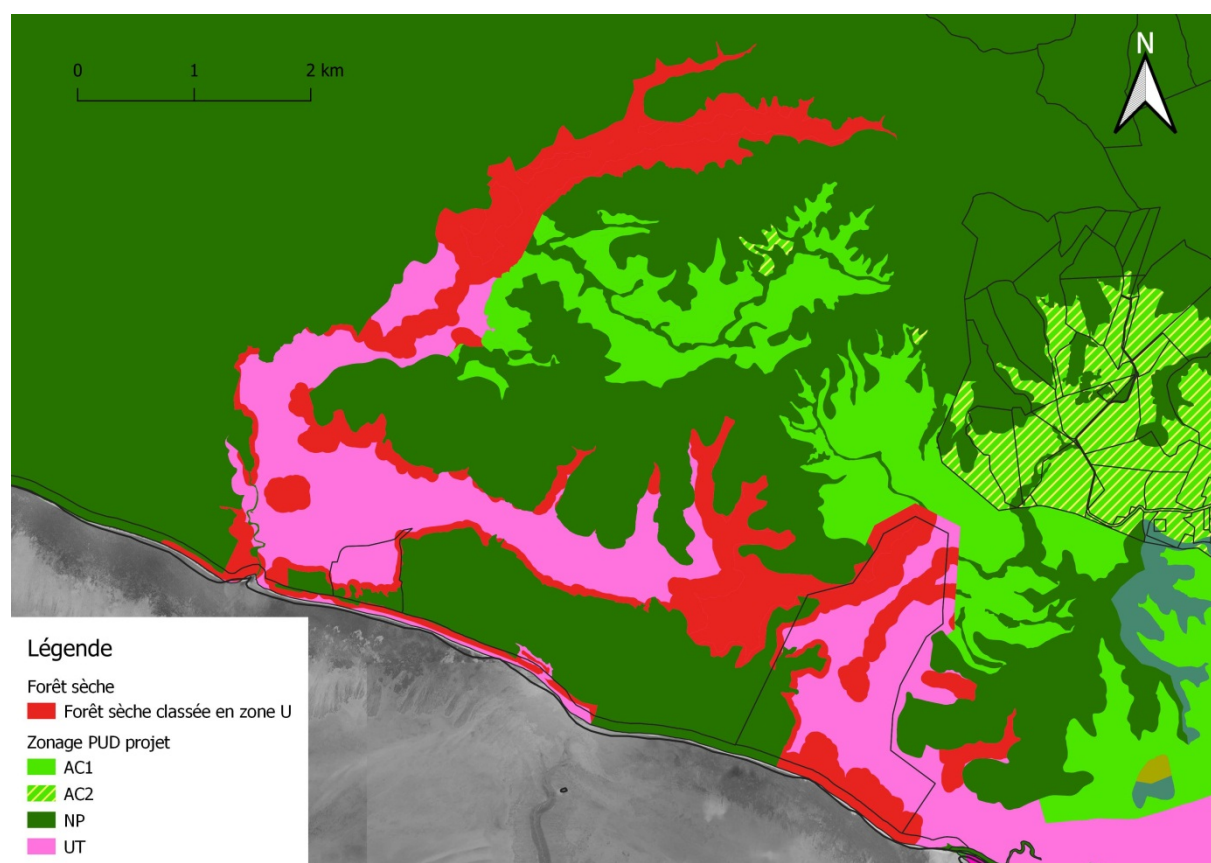


Figure 5 : Impact du PUD sur les formations de forêt sèche de Deva

4.1.3. LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Les espaces libres et plantations

Le tableau suivant regroupe les principales dispositions en termes d'espaces libres et plantations selon les zones du PUD.

Tableau 3 : Synthèse des règles concernant le PUD en vigueur et le projet de PUD révisé

PUD en vigueur			Projet de PUD		
zone	% mini d'espaces verts	Dispositions particulières	zone	% mini d'espaces verts	Dispositions particulières
ND	–	Non réglementé	NP	–	Non réglementé
			NLT	–	Non réglementé
Nmin	–	Les sites doivent être re-végétalisés après avis des services compétents	NM	–	Non réglementé
NC	–	Non réglementé	AC	–	Non réglementé
NCA	–	Non réglementé	ANC	–	Non réglementé
UA	10 %	Dispositions générales	UA	10 %	Dispositions générales
UB	10 %	Dispositions générales	UB	30 %	Dispositions générales
UE	10 %	Dispositions générales	UE	–	Dispositions générales
			UP	25 %	Dispositions générales
UI	10 %	Les espaces libres entre les constructions, en dehors des surfaces de stationnement et de circulation, doivent être obligatoirement aménagés en espaces verts en pleine terre. Des rideaux de végétation doivent être plantés le long des limites séparatives, afin de masquer les installations	UAE	15 %	Les espaces libres entre les constructions, en dehors des surfaces de stationnement et de circulation, doivent être obligatoirement aménagés en espaces verts en pleine terre. Des rideaux de végétation doivent être plantés le long des limites séparatives, afin de masquer les installations.
ULT	10 %	Dispositions générales	UL	40 %	Dispositions générales
			UT	40 %	Dispositions générales
UR	10 %	Dispositions générales	UR	–	Non réglementé Dispositions générales
UM			UM	25 %	Dispositions générales

Le projet de PUD révisé prévoit des règles plus importantes en termes d'espaces verts minimums à respecter par rapport au PUD en vigueur. Les quartiers résidentiels de la zone UB voient aussi la taille minimale des espaces verts triplée, passant de 10 % à 30 % de la superficie de la parcelle.

Certains secteurs voient leurs règles en matière de plantation diminuer. C'est le cas des zones UE (zones d'équipements) et UR (habitat péri-urbain). Le niveau de confort sur ces parcelles pourrait être dégradé.

La végétalisation des aires de stationnement

Le projet de règlement introduit une obligation de plantation au niveau des aires de stationnement qui n'existe pas dans le PUD en vigueur. Ainsi, il devra être planté 1 arbre pour 4 places de stationnement.

La végétation sur un parking permet d'apporter de l'ombre pour les véhicules qui y sont stationnés. Du même coup elle permet d'atténuer la réverbération de la chaleur au sol au profit du confort thermique des bâtiments proches et des espaces publics environnants. Cette végétation a également un rôle paysager.

4.1.4. CONCLUSION SUR LA PRISE EN COMPTE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA BIODIVERSITE

En matière de prise en compte des ressources naturelles et de la biodiversité dans les projets, la doctrine qui prédomine est celle de la séquence « éviter – réduire – compenser » (ERC). Cette démarche doit conduire à prendre en compte l'environnement le plus en amont possible lors de la conception des projets.

Ce principe est exprimé à de nombreuses reprises dans le projet de PUD révisé, que ce soit au niveau du règlement, de ses annexes et des documents graphiques.

Les atteintes aux enjeux majeurs doivent être, en premier lieu, évitées. **L'évitement** est la seule solution qui permet de s'assurer de la non-dégradation du milieu. Les mesures d'évitement intégrées au projet de PUD concernent essentiellement le classement des terrains en zone naturelle et inconstructible, sur 49 % du territoire communal (soit une augmentation de 9 550 ha par rapport au PUD en vigueur). L'essentiel des aires provinciales protégées et des écosystèmes d'intérêt patrimonial couverts par le code de l'environnement sont intégrés à ces espaces et constituent les cœurs de biodiversité.

La **réduction** intervient dans un second temps, dès lors que les impacts négatifs sur l'environnement n'ont pu être pleinement évités. Le règlement du PUD révisé prévoit des dispositions minimales en termes de plantations. Il introduit la végétalisation des parkings, ce qui constitue une nouveauté réglementaire sur Bourail.

La **compensation** des atteintes à la biodiversité est difficile à mettre en œuvre au sein d'un plan d'urbanisme. Cette approche ne peut être réalisée qu'au stade du projet. C'est pourquoi aucune mesure compensatoire n'est définie au stade de la planification du PUD car elle engendrerait une dilution de la responsabilité du porteur de projet qui pourrait ainsi concevoir un projet déjà compensé, ce qui va à l'encontre de recherche de solution d'évitement.

4.2. POLLUTIONS ET NUISANCES

4.2.1. INCIDENCES SUR LA GESTION DE L'EAU ET ASSAINISSEMENT

Eau pluviale

Incidences prévisibles

Les principales incidences du projet de PUD sur les eaux pluviales seront provoquées par les nouvelles surfaces imperméabilisées qui augmenteront le ruissellement des eaux pluviales.

Ce type d'incidence va surtout se rencontrer dans les zones agglomérées comme le Village. Or ce dernier est en partie implanté en zone inondable, ce qui aggrave les effets énumérés ci-dessus.

Mesures d'évitement

Les mesures d'évitement concernent principalement les dispositions prises pour limiter l'étalement urbain.

Le règlement prévoit également de favoriser les aménagements qui facilitent l'infiltration des eaux pluviales dans les sols. Il s'agit cependant que d'une recommandation qui n'a rien d'obligatoire.

Mesures de réduction

La commune de Bourail ne dispose pas d'un schéma directeur des eaux pluviales qui pourrait réglementer les débits de fuite des parcelles.

Le règlement du projet de PUD prévoit un pré-traitement, des eaux pluviales pour les grands parkings, d'une surface d'au moins 1000 m².

Eaux usées

Incidences prévisibles

Les incidences du projet de PUD révisé sur les eaux usées sont l'accroissement des rejets d'eaux usées et des besoins en assainissement dû à l'augmentation de la population et des nouvelles constructions. De plus, on peut s'attendre à une hausse de l'exposition des habitants aux pollutions du littoral, notamment après les phénomènes de fortes pluies, en raison de l'augmentation de la fréquentation des plages.

Mesures de réduction

Mesures générales

La réglementation en matière d'assainissement est défailante en province Sud ainsi que sur la commune de Bourail. Le projet de règlement du PUD prévoit que toute construction doit être raccordée au réseau public d'assainissement, s'il existe. Afin de renforcer cette obligation, la commune de Bourail envisage de rédiger un règlement d'assainissement qui définit les modalités de raccordement au réseau d'assainissement collectif et les modalités de réalisation de l'assainissement non collectif.

Le projet de règlement du PUD prévoit également que dans toute nouvelle opération collective, un dispositif d'assainissement collectif peut être demandé pour traiter les eaux usées domestiques issues des différentes constructions.

Secteur Village

Les nouveaux aménagements réalisés au sein du village seront raccordables à la station d'épuration municipale. Dans ce secteur, la densification des espaces déjà urbanisés facilitera la gestion des eaux usées.

Pour les zones dites « à urbanisation futur » (AU), l'ouverture à l'urbanisation sera notamment conditionnée au raccordement des eaux usées au réseau municipal et à une extension de la station d'épuration existante.

Secteur Littoral

La commune de Bourail envisage de développer l'assainissement semi-collectif. Il s'agit de construire des petites unités de traitement, de l'ordre de 100 EH d'une emprise de 300 m². Le développement de nouvelles zones urbaines sur le secteur de Poé ne devrait pas engendrer une dégradation de la qualité des eaux du littoral, à condition que la Mairie de Bourail poursuive son programme d'assainissement sur le littoral.

Eau potable

Incidences prévisibles

La consommation en eau potable est importante sur la commune, avec une moyenne d'environ 420 litres par jour et par Bouraillais. Cette consommation intègre notamment les pertes qui sont importantes sur le réseau (environ 50 %). Ces pertes sont d'autant plus importantes que le réseau est étendu.

L'augmentation prévisible de la population entraînera une augmentation des consommations en eau, et en début de chaîne, une augmentation des prélèvements dans les rivières.

Les ressources en eau de la commune se trouvent essentiellement sur la chaîne, ce qui engendre un transport important de cette eau sur la zone littorale qui se développe.

Sur le secteur littoral, un biseau salé dans la nappe phréatique semble progresser vers les terres. En cas de prélèvement dans la nappe phréatique, une remontée du biseau salée est à craindre et devra absolument être évitée.

Mesures d'évitement

Les marges de manœuvre d'un plan d'urbanisme sur la consommation en eau potable sont restreintes. Les principales mesures d'évitement concernent les dispositions prises pour limiter l'étalement urbain, ce qui minimise les réseaux et donc les risques de fuite.

On note également que les périmètres de protection des eaux ne couvrent pas de zones constructibles.

4.2.2. INCIDENCES SUR L'ÉNERGIE ET LES GES

Incidences prévisibles

L'augmentation de la population et l'émergence de nouvelles activités sur la commune de Bourail, entraînent une augmentation prévisible de la consommation d'énergie et des émissions des Gaz à Effet de Serre (GES).

La densification urbaine entraîne le risque de l'augmentation des îlots de chaleur urbain, ce qui engendre à son tour un recours généralisé à la climatisation dans le logement et le tertiaire.

Mesures d'évitement d'ordre architectural

Les règles du projet de PUD révisé sont compatibles avec la norme sur la performance énergétique des bâtiments (PEB).

Le règlement ne privilégie pas de couleur de toiture. Les toitures sombres, entraînant pourtant de forts désordres thermiques, peuvent être aménagées sur les projets de construction.

La principale mesure visant à réduire les îlots de chaleur urbain est le développement de la végétalisation en ville. Le projet de PUD permettra d'une part de conserver des grandes poches de végétation permettant un « rafraîchissement » de l'air qui traverserait le village. De plus, le projet de PUD révisé introduit l'obligation de végétaliser les parkings, ce qui permettra d'éviter le développement de trop grandes surfaces minéralisées qui se comportent comme des radiateurs urbains.

Mesures d'évitement liées aux besoins en déplacement

L'évitement des déplacements passe par des mesures en lien avec l'équilibre dans l'aménagement du territoire communal. Les actions visant à maintenir une population dans le Village et à permettre son développement participent à la réduction des besoins en déplacement puisque le Village est doté de l'essentiel des activités commerciales et de services à la population.

Le développement de la population sur le littoral à une quinzaine de kilomètres du Village entraîne la nécessité de développer des activités commerciales, des services et des équipements de proximité afin de limiter les besoins en déplacement.

Les énergies renouvelables

Le projet de règlement ne s'oppose à l'implantation de dispositifs de production d'énergie renouvelable comme les panneaux photovoltaïques ou les panneaux solaires thermiques.

4.2.3. INCIDENCES SUR LES NUISANCES SONORES

Incidences prévisibles

D'une manière générale, une exposition aux bruits plus importante de la population est anticipée due à la présence des infrastructures de transport et à l'augmentation de la population.

Le développement du Village le long de la RT1 entraîne également un risque d'exposition aux bruits de voisinage plus important. Les modes de vie des Bouraillais privilégient le fonctionnement « fenêtres ouvertes », ou encore l'usage des terrasses comme des pièces de vie.

Mesures d'évitement

Les principales mesures d'évitement dans ce domaine concernent la diminution de l'influence de la voiture dans les transports. Ainsi, les mesures visant la promotion des modes de déplacement actifs participent à l'évitement des nuisances sonores.

Mesures de réduction

L'implantation des zones d'activité à l'écart des zones d'habitat participera à la tranquillité résidentielle des habitants.

Le quartier de Poé est impacté par les nuisances sonores de l'aérodrome de Poé. Le développement d'une nouvelle population sur le littoral sera donc exposé à cette gêne. Il n'existe pas de plan d'exposition au bruit pour cet aérodrome.

4.2.4. INCIDENCES SUR LA QUALITE DE L'AIR

Incidences prévisibles

La commune de Bourail ne dispose pas d'équipements ou d'installation fortement émettrice de polluants atmosphériques. On peut citer les élevages porcins ou de volailles ainsi que les épandages d'effluents d'élevage qui peuvent présenter des désordres olfactifs et être source de nuisances pour le voisinage. Ces élevages sont encadrés par la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui définit, au cas par cas, la distance minimale avec les habitations.

L'agriculture pose également le problème des épandages de produits phytopharmaceutiques lorsqu'ils sont réalisés près des lieux d'habitation. Le zonage du projet de PUD révisé prévoit de nombreuses zones d'habitation en contact avec une zone agricole. Même si la grande majorité des terrains agricole est dédiée à de l'élevage extensif de bovins ne nécessitant pas d'épandage, une autre partie est liée à des cultures et font parfois l'objet d'épandage aérien de produits phytopharmaceutiques comme le glyphosate, la deltaméthrine et autres produits dangereux pour l'Homme et pour l'environnement.

Il n'existe pas en Nouvelle-Calédonie de distance minimale d'épandage près des habitations, si bien qu'il est possible d'épandre des produits parfois toxiques pour l'Homme à quelques mètres d'écoles ou d'habitations. Il revient à la Nouvelle-Calédonie, compétente en la matière, de réglementer ces usages.

4.2.5. INCIDENCES SUR LA GESTION DES DECHETS

Incidences prévisibles

Les constructions et la population nouvellement implantées entraînent un accroissement de la production de déchets, et donc des besoins de collecte et de traitement.

À l'échelle de la commune, cela se traduira par davantage de besoins en déplacement pour la collecte des ordures ménagères ainsi que des besoins en déplacements vers la déchèterie de la commune.

Mesures d'évitement

La densification du village permettra, entre autres, de faciliter la mise en place d'un réseau de points d'apport volontaire et valorisera ceux existants.

La mise à disposition de déchèteries mobiles, au plus près des zones d'habitat, permet de faciliter le tri des déchets sur une commune étendue. Par exemple, en l'absence de ce dispositif, les habitants de Poé doivent parcourir une trentaine de km pour se rendre à la déchèterie publique.

Mesures de réduction

Afin d'améliorer la prise en charge par les services de collecte, les obligations en matière de locaux poubelles ont été précisées en zone UA (centrale) dans le projet de règlement ce qui constitue une nouveauté.

4.3. DEPLACEMENTS ET MOBILITES

La façon dont on construit la ville détermine fortement les pratiques de déplacement. Ainsi, la localisation de l'habitat, des services et des équipements influe sur les besoins de déplacement et l'utilisation des différents modes de transport. L'aménagement urbain et la qualité de l'espace public conditionnent fortement la possibilité de se déplacer à pied et à vélo.

Rappel des enjeux pour la thématique « déplacement » et des principaux éléments d'analyse issus du diagnostic :

- structurer le maillage viaire, favoriser la création de bouclages, voiries secondaires pour limiter les accroches sur la RT1
- poursuivre le projet de réaménagement de la RT1 en traversée de village
- favoriser les modes doux au centre de village et avec ses quartiers périphériques proches
- sécuriser les zones accidentogènes, les traversées de zones habitées
- accompagner le projet de création d'une gare routière et le rôle de plate-forme de correspondance du village

4.3.1. ORGANISATION DE L'ESPACE ET LIMITATION DES DEPLACEMENTS

L'organisation actuelle de l'espace induit une multitude de déplacements, généralement motorisés, ayant pour conséquence une inégalité d'accès et de temps de parcours entre les Bourillais suivant leur lieu de résidence ainsi qu'une multitude de nuisances associées au « tout voiture ». Le littoral (Gouaro, Poé, Deva, Roche percée) en particulier avait été identifié comme sensible en raison du fort développement démographique et des manques en matière de commerces et de services dans ce secteur.

La réorganisation de l'espace à travers le zonage du projet de PUD révisé pourra permettre de fluidifier les déplacements, mais aussi de les limiter puisqu'elle s'appuie sur les principes du rééquilibrage et de mixité des fonctions.

Un des objectifs de ce PUD est de créer un pôle secondaire au droit de la RP20 pour les habitants du secteur littoral. L'objectif est de répondre aux besoins des habitants du littoral en termes d'équipements, d'activités, de commerces et de services. Cette mesure permettra à terme de diminuer les besoins en déplacements de cette population.

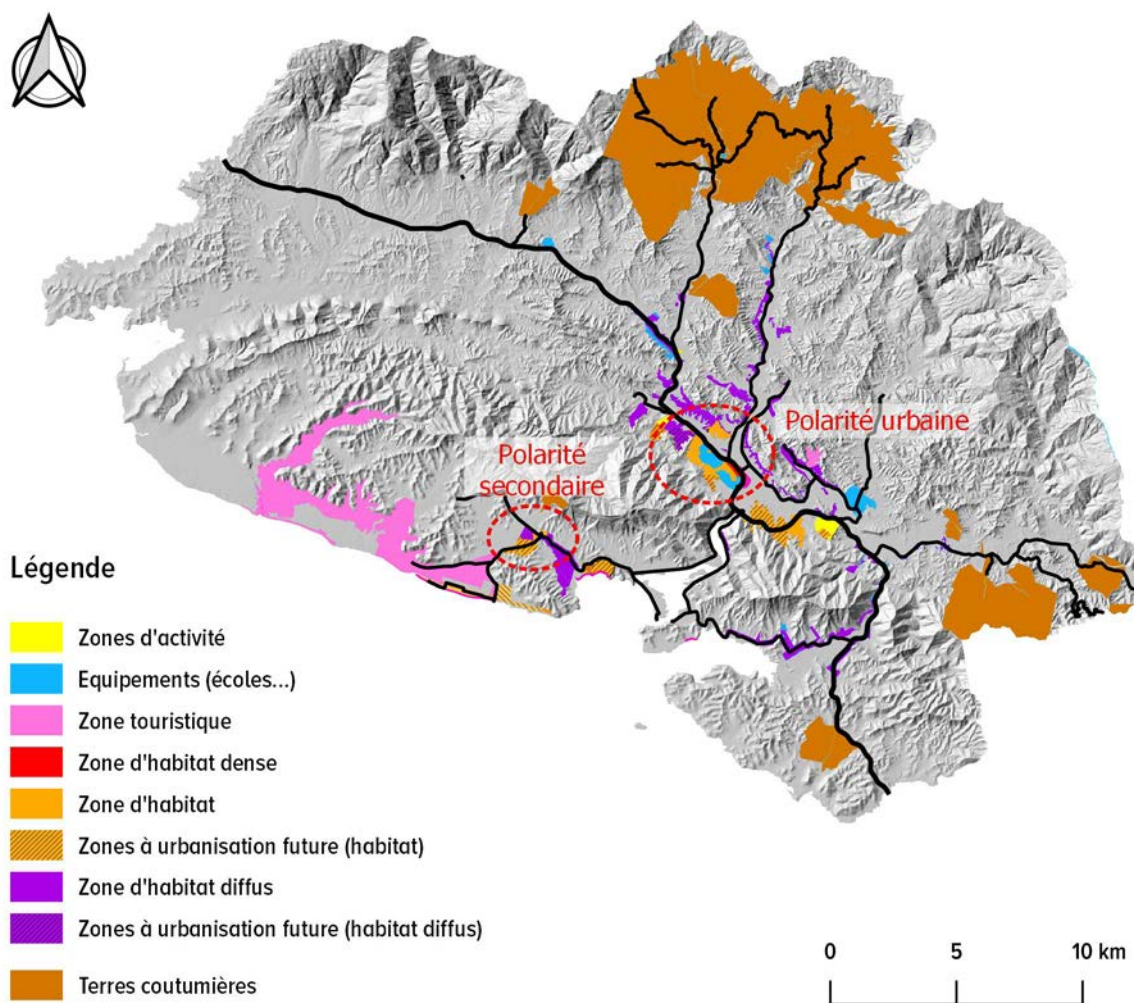


Figure 6 : Carte des voies structurantes et des principales zones du projet de PUD

4.3.2. LE DEVELOPPEMENT DES MODES ACTIFS

La commune de Bourail est caractérisée à la fois par un habitat peu dense, hormis dans le Village, des bassins d'emploi vastes et un taux faible en équipements de services. Les aménagements routiers sont uniquement dédiés à la voiture, mode considéré comme permettant la meilleure accessibilité aux services dispersés sur ce territoire.

Le développement de l'usage du vélo et de la marche en zone rurale est difficile et ne peut concerner tout le territoire.

Le **centre du village** est propice à son utilisation puisqu'il regroupe de nombreux établissements scolaires et autres services dans un espace restreint. La requalification de la RT1 et le développement de zone de loisirs au nord du village le long de la rivière sont propices à encourager la création de voies vertes destinées aux déplacements non motorisés.

Les **zones littorales** (Poé, Deva, La roche percée, Gouaro) sont également propices à l'usage du vélo. Ici aussi, le développement de zones de loisirs est favorable à l'aménagement de voies vertes.

4.3.3. LE STATIONNEMENT

Le projet de règlement prévoit un nombre minimal de places de stationnement en fonction des destinations des bâtiments.

Destination des locaux	Norme plancher
Habitation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour tous les logements : 1,5 place / logement, dont la SHON est inférieure à 45,00 m² ▪ 2 places pour les autres logements, ▪ Pour les visiteurs : 1 place par tranche de 5 logements.
Bureaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 place par tranche de 35m² de SHON
Commerces et services	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 place par tranche de 50m² de surface de vente
Activités artisanales et industrielles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 place pour 100 m² de SHON, avec des adaptations en fonction du nombre d'employés et du degré d'admission au public ▪ 1 place pour le dépôt des conteneurs de marchandises.
Hébergement hôtelier (hôtel, gîte, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pour les hôtels, résidences hôtelières, gîte : 1 place pour chaque chambre.
Hôpital, clinique, maison de retraite médicalisée, foyers de jeunes, de travailleurs ou de personnes du troisième âge	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 place pour 2 lits, avec des adaptations en fonction du nombre d'employés et du degré d'admission au public
Locaux recevant du public : salles de spectacles, de réunions, restaurant, lieu de culte...	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Par tranche de 35 m² de surface accessible au public : 1 place, avec des adaptations en fonction du nombre d'employés et du degré d'admission au public
Établissements d'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ écoles primaire et maternelle : 1 place / classe et une zone de dépose susceptible d'accueillir au minimum 5 véhicules pour un stationnement de courte durée ▪ collège ou niveau équivalent, lycée ou niveau équivalent : 2 places par classe,

À noter que l'habitat individuel, majoritaire sur la commune, est faiblement concerné par cette mesure, puisqu'elle vise essentiellement à organiser le stationnement des véhicules automobiles en dehors des emprises publiques.

Le projet de règlement ne prévoit pas de disposition particulière concernant les abris à vélo ou les places pour les motos.

Enfin, concernant les établissements recevant du public, la liberté est laissée aux constructeurs de réaliser autant de places qu'ils le souhaitent.

4.3.4. CONCLUSION

Le projet de PUD révisé et la réglementation qui y est associée n'auront pas une forte influence sur la diminution de la place de la voiture dans les modes de déplacement. Le développement d'autres modes de déplacement en zone rurale est difficile et nécessite une approche globale qui ne se limite pas qu'au plan d'urbanisme.

Le renforcement des centralités et la création d'une nouvelle zone centrale secondaire vont générer de nouvelles activités, services et équipements et engendrer une incidence positive sur la mobilité des Bouraillais puisque cela favorisera la proximité et encouragera les déplacements en mode actif.

4.4. LES PAYSAGES

4.4.1. ANALYSE DU PAYSAGE ET DU CADRE DE VIE

La protection des paysages est un enjeu majeur du projet de territoire. Les paysages agricoles et ruraux sont en effet emblématiques et indissociables de l'image et de l'identité agricole et culturelle de Bourail.

Le projet de règlement du PUD révisé aura un impact sur la perception des Bouraillais sur le paysage urbain, avec notamment:

- L'extension du Village vers le sud-est et le nord-ouest, qui peut modifier la perception des entrées de Village.
- Le développement de l'offre résidentielle sur le littoral de Poé.
- Complétée d'une mutation progressive du secteur de Gouaro par une offre résidentielle littorale.

Le littoral

Le littoral de la commune de Bourail est inconstructible, sauf à de rares exceptions pour des occupations temporaires en lien avec des projets touristiques ou aquacoles soumises à autorisation provinciale.

Le projet de PUD révisé permet de conforter la vocation des baies par la nature des activités et de ses usages autorisés :

- la **sanctuarisation** d'espaces naturels dans lesquels la réglementation en matière d'aménagement est stricte, tels que les mangroves de la baie de Gouaro et de la baie de Nessadiou, l'île verte ainsi que les reliefs entre le village et le littoral.
- l'**appropriation du littoral** par le public, notamment via la création de zones NLT entre Poé et la roche dans lesquelles les restrictions en matière d'aménagement paysager et de constructions sont moins strictes qu'en zone naturelle protégée NP, mais toutefois très encadrées : les constructions et aménagements sont strictement limités afin de maintenir le cadre paysager et les ensembles écologiques (uniquement ceux nécessaires à l'ouverture au public pour des pratiques respectueuses des sites).
- L'**encadrement des zones touristiques et récréatives (UT)** sur le domaine de Deva **ou de loisirs (UL)** sur le littoral de Poé et de Gouaro avec une réglementation incitant à la préservation du paysage et du caractère naturel des lieux.

Le littoral de la commune supporte une pression résidentielle croissante. De plus, l'urbanisation sur le site de la roche percée doit être stoppée en raison des nombreuses problématiques rencontrées sur ce secteur (zone inondable, biodiversité...). De fait, une mutation progressive des terres agricoles vers une urbanisation diffuse s'opère par défaut sur ce secteur.

De plus, le développement touristique du littoral génère également un afflux de travailleurs. La création d'une offre résidentielle à proximité de ce pôle d'emploi est importante en termes d'attractivité territoriale. Il conviendra d'y structurer un cadre de vie quotidien et d'y développer des activités commerciales, de services, comme des équipements de proximité (école, crèches notamment).

Le développement urbain sera réalisé sur le principe du renforcement d'une centralité entre Poé et la Roche.

Le secteur de Poé voit sa vocation touristique et récréative renforcée. Sur ce secteur, la densité y est plus faible que dans les autres zones résidentielles. La hauteur des constructions reste limitée en zone littorale puisque seules des constructions en RDC sont admises.

Le village

L'essentiel des activités commerciales et de services à la population se situe au village. La traversée de village souffre néanmoins aujourd'hui d'un manque d'attractivité commerciale. Le projet de requalification de la traversée de village actuellement en cours de réalisation sera de nature à fortement améliorer la situation existante, notamment en terme de qualité d'espaces publics. Au-delà, le renouvellement urbain du front bâti en cœur de village sera favorisé et encouragé. Ce secteur clé étant exposé au risque d'inondation, il sera nécessaire d'y adapter les projets de construction et d'aménagement, tout en garantissant un rapport qualitatif et un rôle d'animation de l'espace public. Le règlement encourage une implantation

en retrait pour les bâtiments au droit de la RT1. Ce retrait ne pourra pas accueillir de stationnement et devra obligatoirement faire l'objet d'un traitement paysager.

Le développement du Village est très fortement contraint par les zones inondables. Le projet de PUD conforte les extensions prévues dans le PUD en vigueur au nord-ouest et au sud-est du Village, en mutant des zones à urbanisation future en zones urbaines et étendant les réserves d'urbanisation. Il ressort qu'autour du Village, le projet de PUD révisé prévoit de nombreuses zones à urbanisation future. Cette vaste offre foncière peut engendrer des problématiques d'étalement et va à l'encontre d'une consommation économe de l'espace, ce qui peut altérer les paysages.

Par ailleurs, près de la moitié des logements de la commune ont plus de 30 ans d'ancienneté, ce qui traduit un réel enjeu de renouvellement du bâti ancien à l'avenir. Les opérations de réhabilitation et de renouvellement urbain seront à développer, particulièrement sur le centre de village, où la densité autorisée favorisera ces opérations.

Le projet de PUD révisé prévoit des espaces de rencontre, d'échanges et de convivialité, au sein de village notamment, pour renforcer les liens et améliorer la qualité du cadre de vie de la population. C'est le cas sur le secteur compris entre le village et la rivière qui sera classée en zone urbaine de loisirs.

Les entrées du Village jouent un rôle crucial dans l'image de la commune. Afin de procurer une vision agréable au visiteur et d'améliorer l'image renvoyée par la commune, il convient donc d'apporter un soin particulier à ces entrées. En ce sens, le maintien des zones agricoles autour de la Néra, la Pouéo et la Boghen participeront à l'image agricole de la commune.

Enfin, la zone d'activité située près du pont de la Nera ne sera pas étendue. L'impact du supermarché sur ce paysage de grande qualité étant déjà assez marqué.

4.4.2. AUTRES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Le projet de règlement prévoit plusieurs dispositions en lien avec les paysages et le cadre de vie :

Dispositions générales (art. 19)	<u>Électricité</u> Dans les zones urbaines UA, UB, UAE et pour les nouveaux lotissements, les réseaux d'électricité, de télécommunication et de télédistribution doivent être réalisés en technique souterraine, de même que les branchements individuels ou collectifs.
Article 21 – Aspect extérieur des constructions	Sur la ou les façades principales visibles depuis l'espace public, tous les équipements techniques liés aux bâtiments doivent être incorporés au corps de la construction, aucun élément ne doit être en saillie par rapport au volume extérieur de la construction (climatisation, antennes paraboliques, transformateurs électriques, panneaux solaires...).
Art14 – terrassement, talus et pilotis	Le relief doit guider l'implantation des constructions. La végétation du terrain accompagne une bonne intégration du projet dans la pente et permet de répondre à l'objectif de préservation du grand paysage. Dans tous les cas, les pilotis devront s'intégrer dans le paysage et avoir un aspect fini et soigné. D'autre part, dans le volet paysager, le permis de construire devra comporter une précision sur la qualité de l'aménagement entre les pilotis.
Art 18 : stationnement	Toute nappe de stationnement extérieure fera l'objet d'un traitement paysager particulier..

Un cahier des prescriptions et des recommandations architecturales, urbaines et paysagères (CPRAUP) est annexé au règlement. Ce cahier a pour vocation de synthétiser l'ensemble des dispositions à étudier préalablement au dépôt des demandes de permis de construire pour améliorer la qualité architecturale et paysagère des projets.

4.4.3. CONCLUSION

Dans l'ensemble, le projet de PUD révisé intègre de manière satisfaisante la question paysagère. Le grand paysage et l'image verte de la ville seront conservés.

4.5. PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES ET DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les risques naturels et technologiques sont des éléments dont la prise en compte est indispensable pour une planification responsable de l'aménagement du territoire de Bourail, sans risque pour les personnes et les biens. Les risques majeurs connus sur le territoire sont intégrés dans le PUD et retranscrits dans le dispositif réglementaire.

4.5.1. RISQUES NATURELS

SÉISMES

L'essentiel des séismes ressentis en Nouvelle-Calédonie est causé par la tectonique de l'Arc du Vanuatu. Les îles Loyauté sont particulièrement exposées aux séismes « vanuatais » tandis que Bourail, plus éloignée, l'est nettement moins.

En dehors de cette sismicité liée au contexte régional, il existe une sismicité locale faible, mais non négligeable sur et autour de la Grande Terre. Une évaluation de l'intensité de séismes locaux a montré qu'ils ont été jusqu'à présent ressentis avec une intensité maximale de V à Nouméa.

En Nouvelle-Calédonie, il n'existe pas de réglementation parasismique particulière concernant les règles de construction. La commune de Bourail n'abrite cependant pas d'immeuble de grande hauteur qui sont les plus sensibles aux séismes.

TSUNAMIS

Selon une étude de la DSCGR le risque tsunami pour la commune de Bourail est relativement faible. En effet, le secteur à l'ouest de la Nouvelle-Calédonie ne présente pas de faille connue pouvant provoquer des séismes potentiellement tsunamigènes. Cependant, même faible, ce risque existe.

Les quartiers de la Roche Percée, Gouaro et Poé constituent les principales zones littorales urbanisées de la commune. Ces quartiers sont isolés du village, car accessible par une seule route (RP20), il faut en moyenne 20 minutes pour que les secours puissent intervenir sur ces secteurs. De plus la RP20 est inondable en cas de crue de la Nera, et les quartiers littoraux de Bourail se trouvent alors totalement isolés.

La sécurité civile a identifié des zones refuges sur ces secteurs, qui doivent se situer à une altitude minimale de 12 m NGNC.

La riposte face à ce genre de risque est de développer un dispositif d'alerte de la population performant, mais qui ne relève pas du plan d'urbanisme directeur.

CYCLONES

Les cyclones représentent les événements météorologiques les plus dangereux, car ils sont associés à des vents forts, des pluies torrentielles, une houle cyclonique importante et des marées de tempête. Un ou plusieurs de ces aléas peuvent affecter en même temps la commune de Bourail.

Comme on ne peut empêcher un cyclone de naître et d'évoluer à travers le Pacifique, la gestion du risque cyclonique repose en grande partie sur la surveillance météorologique, sur une mise en alerte progressive de la population et sur le respect des consignes à tenir par la sécurité civile. La réduction du risque passe également par la construction paracyclonique.

D'une manière générale, les événements intenses comme les cyclones ont des impacts qui peuvent être importants sur le littoral, aggravant l'érosion marine. En raison du changement climatique et de l'accentuation annoncée de la puissance des ouragans, construire en zone côtière s'avère donc de plus en plus dangereux.

Le maintien des zones de mangrove est une bonne réponse face à ce risque puisqu'elles protègent efficacement le littoral des effets des cyclones.

INONDATIONS

La commune est fortement exposée aux risques naturels, et tout particulièrement au risque d'inondation.

Conformément à la réglementation relative aux règles de constructibilité en zones inondables en province Sud, dans les zones soumises à des risques d'inondation, un projet de construction peut être refusé ou subordonné à des prescriptions spéciales si le projet est implanté sur un terrain exposé à un aléa d'inondabilité. Lorsque le projet est situé en zone d'aléa fort ou très fort d'une zone inondable, ou lorsque le projet est exposé à tout autre risque naturel, le dossier joint à la demande de permis de construire comprend également une attestation établie par un expert compétent certifiant la réalisation d'une étude préalable permettant d'assurer la prise en compte des risques dans la conception du projet.

D'une manière générale, les constructions nouvelles à usage d'habitation ou d'activités seront interdites dans les zones d'aléas très forts.

C'est le cas pour le site sensible de la Roche Percée. Cette presqu'île (reliée par une digue artificielle) formée dans le delta même de la Néra est fortement exposée aux risques naturels : risque d'inondation, risque de submersion, risque de «glissement ou de chasse» et isolement en cas de phénomènes exceptionnels (démolition de la digue d'accès). Le projet de PUD révisé oriente désormais les terrains vers un zonage en lien avec la vocation naturelle des lieux avec une ouverture sur les activités touristiques ou de loisirs.

Une exception est faite au niveau du centre de village où des zones constructibles sont prévues sur une zone à aléa d'inondation très fort. Des dispositions constructives spécifiques devront être mises en place afin de sécuriser les usagers des bâtiments. Le souhait de maintenir des zones urbaines inondables est dû à la volonté de la Mairie de maintenir l'attractivité du village et de renforcer son dynamisme et son activité.

Les zones inondables inconstructibles restent propices au développement des activités agricoles, sportives, de loisirs et aux équipements adaptés face aux risques encourus.

MOUVEMENTS DE TERRAIN

Le risque de glissements de terrain constitue une menace, avec des zones sensibles potentielles identifiées (bordures du maquis minier, chaînes de Gouaro et Nessadiou). Or Bourail ne dispose pas d'inventaire des zones d'aléas sur l'instabilité de ses sols. Des études devront être menées pour accroître la connaissance, la délimitation des zones sensibles et y empêcher toute urbanisation non maîtrisée ou susceptible d'aggraver le risque.

Les modes d'urbanisation et de construction devront veiller à l'avenir à limiter les terrassements et respecter les écoulements naturels. Ainsi, il est prévu (Art. 14) que *toute construction doit respecter la déclivité du terrain naturel et s'adapter à sa configuration. [...] Des modes constructifs adaptés à la pente doivent être utilisés. Le relief doit guider l'étagement des constructions.*

Enfin, il est rappelé que conformément au code de l'urbanisme de Nouvelle-Calédonie, *doivent être précédés d'une déclaration préalable les travaux de terrassement réalisés indépendamment d'un permis de construire ou de lotir et répondant à l'une des caractéristiques suivantes :*

- Une hauteur ou une profondeur supérieure ou égale à 3.00 mètres
- Une surface dont la plus grande dimension est supérieure ou égale à 50.00 mètres

Conformément au code de l'urbanisme de Nouvelle-Calédonie, lorsque le projet présente des déblais ou des remblais supérieurs à 3.00 mètres de haut, une attestation établie par un expert compétent certifiant la réalisation d'une étude préalable permettant d'assurer la prise en compte des risques dans la conception doit être annexée au dossier de permis de construire.

FEUX DE FORÊT

Les espaces boisés de la commune représentent des zones à risque d'incendie et de propagation vers les habitations.

La constructibilité en forêt augmente la présence humaine et accroît le risque de départs de feu et le nombre d'enjeux exposés. La commune abrite de nombreuses constructions isolées particulièrement exposées à ce risque. Elles sont dangereuses pour la forêt comme pour les habitants. La sécurité n'y est jamais totalement assurée. Les constructions situées dans de très grandes parcelles (isolement, effet d'encerclement, dispersion des moyens de lutte ...) sont particulièrement difficiles à protéger. Dans ce sens, la lutte contre l'étalement urbain et la prévention des feux de forêt sont des politiques qui se confortent.

Les actions préventives face à ce risque visent à limiter l'étalement urbain.

Enfin, l'obligation de débroussaillage des propriétaires de terrain situé en zone boisée est également une mesure importante dans la prévention des feux.

4.5.2. RISQUES TECHNOLOGIQUES

RISQUE INDUSTRIEL

Le risque technologique en Nouvelle-Calédonie a principalement comme source les établissements industriels qui peuvent présenter des risques qui dépassent des limites de propriété de leurs installations. Il convient donc de maîtriser l'urbanisation à venir autour de ces sites pour limiter l'exposition au risque des populations riveraines.

Ces risques technologiques sont encadrés par la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Sur la commune de Bourail, les principales installations à risques sont :

- Les stations-service présentes dans le village et exposées à un risque d'inondation très fort.
- Le dépôt de munitions de Nandai exploité par Direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID-NMA) qui dépend du ministère des armées de l'État

Il n'existe pas de périmètre de risque associé aux stations-service du Village. À l'heure où nous écrivons ce rapport, il n'existe pas non plus de zone de risque associé au dépôt de munitions de Nandai.

4.5.3. SITES ET SOLS POLLUES

Il n'existe pas de réglementation spécifique sur les sites et sols pollués en Nouvelle-Calédonie.

De par l'origine industrielle de la pollution, la législation relative aux ICPE est la réglementation la plus souvent utilisée pour traiter les situations correspondantes.

En dehors d'un relevé des dépôts sauvages sur les terrains publics, réalisé par la province Sud, il n'existe pas non plus de recensement ou de base de données concernant les sites et sols pollués en Nouvelle-Calédonie. Il est donc impossible d'évaluer les effets du plan d'urbanisme sur l'exposition des populations aux sites et sols pollués.

4.6. CAS PARTICULIER DE L'OAP SECTORIELLE

Le projet de PUD révisé inclut une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) pour le secteur littoral.

Cette partie littorale de Bourail connaît une très forte attractivité liée à son potentiel touristique, de loisirs et connaît une pression résidentielle croissante, tant pour les résidences secondaires, les travailleurs de la zone que pour l'installation principale. Par ailleurs, sur Bourail, les équipements publics et services à la population sont quasi exclusivement implantés au village. Le secteur est donc dépendant de ses échanges quotidiens avec le village. La croissance de la population résidente, visiteurs et des travailleurs sur cette portion littorale implique d'anticiper son développement à court, moyen, comme à long terme.

Les objectifs poursuivis par l'OAP sont :

- Protéger et mettre en valeur la trame verte et bleue, les paysages et les sites remarquables "carte postale"
- Accompagner le développement résidentiel et économique du littoral
- Créer une polarité urbaine secondaire pour assurer une plus grande autonomie du secteur, y améliorer le cadre de vie et limiter les flux sur la RPN20
- Préserver et affirmer la vocation et l'identité agricole et rurale
- Préserver et mettre en valeur le patrimoine historique et culturel

Enjeux écologiques

Les zones à urbanisation future du secteur compris dans l'OAP sont des terrains agricoles régulièrement entretenus au gyrobroyeur et qui présentent peu d'intérêt écologique.

Le secteur AUBli qui prolongera l'urbanisation de Poé est cependant traversé par deux thalwegs dont la végétation et le libre écoulement devront être respectés.

Enjeux paysagers

Les sites littoraux présentent une sensibilité paysagère à l'aménagement, en raison du caractère relativement naturel des lieux.

Le renforcement de l'aménagement du secteur induira forcément une modification de sa perception. Les lignes de crêtes seront cependant préservées de tout aménagement permettant de conserver le grand paysage.

De nombreuses mesures participeront également à l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments. Ceux-ci seront limités à des ouvrages de plain-pied sur des grandes parcelles (15 ares minimum) ce qui limitera l'effet de bétonisation du littoral.

Enjeux liés aux risques

Ce secteur ne présente pas de risque technologique particulier.

Situé en bordure de mer, il est potentiellement exposé au risque de Tsunami ainsi qu'aux risques naturels généraux liés aux cyclones et aux séismes.

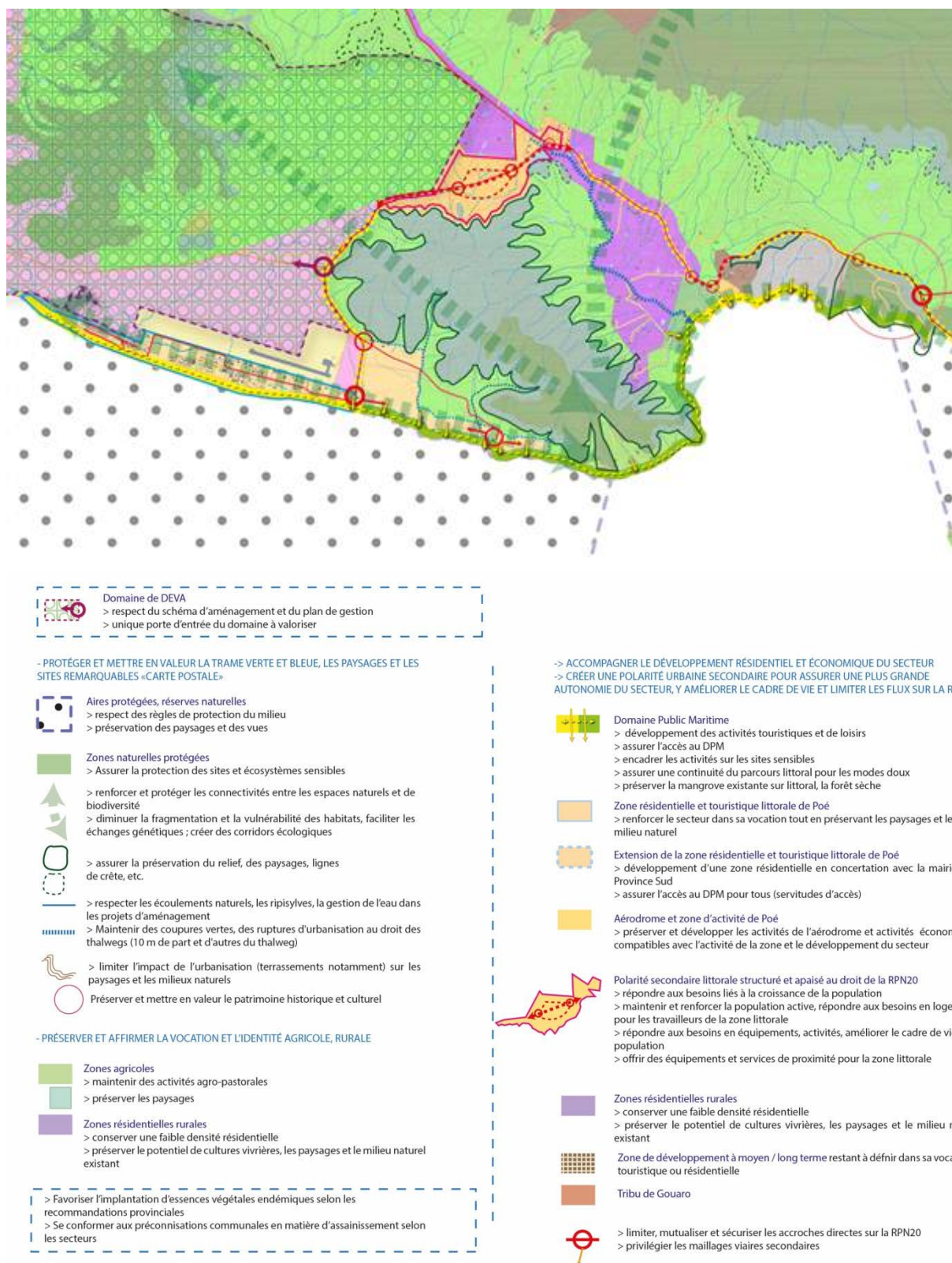


Figure 7 : Grandes orientations et principes d'aménagement de l'OAP sectoriel